

[Texte]

Avez-vous eu le temps d'étudier cette approche de l'ONU? Selon vous, le groupe qui prend les décisions à l'ONU est-il suffisamment compétent pour bien évaluer une mission? Est-ce que l'évaluation préalable de la situation ne devrait pas revenir uniquement au groupe des pays qui accepteraient de participer à une mission quelconque?

Prof. Granatstein: Our people are very good at planning. They're very capable and very effective. The planners at National Defence have been sending people to peacekeeping operations for a long time. The staff officers we send to peacekeeping operations effectively run them, most of the time. We have a good sense of what is required.

The difficulty, if we have a difficulty, is not in DND's planning. The difficulty is on the political side, which says we want to go in here and says to National Defence "find some way we can do it", instead of "should we do it?" I have the sense—and I must say I do not have evidence here—the political decision is made to send troops and then National Defence is told to do it. It might be better if we operated in a slightly different way, so National Defence was asked, "can we do it", and then the decision was made after National Defence had produced the way it can be done. I do have the sense we have reversed it here because it's so important to Canadian governments to be seen to be participating in every peacekeeping operation, including the foolish ones.

Le vice-président (M. Ferland): Je ne sais pas si vous avez saisi ma question. Je parlais de l'ONU. Sauf erreur, à l'ONU, on avait évalué les besoins à une soixantaine de véhicules, mais l'armée canadienne a dit: Nous avons besoin, non pas de 60 véhicules, mais de 220 véhicules et plus pour appuyer notre présence là-bas.

Je ne sais pas si votre collègue Hillmer a quelque chose à ajouter.

Prof. Hillmer: I don't know anything about it specifically, but I do know in 1965 a United Nations special committee on peacekeeping was established and for many, many years Canadians and some others have tried to get the United Nations to make a systematic attack on problems of command and control, planning, communications, and all the rest. There is no UN system, as I understand it, to attack these problems. So every UN operation is an individual effort and the possibilities for chaos are endless. As Professor Granatstein said, the thing that often saves Canadians is we're so very good at peacekeeping, so very good at planning, and so very good at getting a peacekeeping operation off the ground in those crucial early days.

[Traduction]

Did you have the opportunity to study the UN's approach? In your estimation, is the group which takes the decision at the UN competent enough to evaluate a mission? Should not the preliminary evaluation of a situation be the sole responsibility of the group of countries participating in the mission?

M. Granatstein: Nos gens à nous sont très compétents en matière de planification. Ils sont très habiles et très efficaces. Les planificateurs de la Défense nationale font participer des troupes à des opérations de maintien de la paix depuis longtemps. La plupart du temps, nos officiers d'état-major prennent les choses en main, une fois à pied d'oeuvre. Nous avons toujours une bonne idée des besoins, quelle que soit la situation.

Donc, s'il y a un problème de planification, il ne se situe pas au ministère de la Défense nationale, mais au plan politique. On décide de s'engager, et l'on dit au ministère de la Défense: «Trouvez le moyen d'accomplir la mission», au lieu de «Devrions-nous offrir nos services?» J'ai l'impression—je ne peux pas le prouver concrètement—que la décision politique d'envoyer des troupes est d'abord prise et que le ministère de la Défense nationale est sommé de s'exécuter ensuite. Il serait peut-être préférable de procéder différemment et de poser au Ministère la question suivante: «Pouvons-nous accomplir cette mission?» La décision serait alors prise après que la Défense nationale aurait indiqué la marche à suivre. Les étapes sont inversées, selon moi, parce que les gouvernements canadiens veulent montrer qu'ils sont prêts à participer à toutes les opérations de maintien de la paix, même les plus hasardeuses.

The Vice-Chairman (Mr. Ferland): I am not sure that you understood my question. I was talking about the UN. As I said, if I am not mistaken, the UN had determined that about 60 vehicles would be needed in the operation, but the Canadian Army decided to go in not with 60 vehicles, but more 220, to support our efforts over there.

Maybe your colleague, Professor Hillmer, wants to add something.

M. Hillmer: Je ne peux pas vous donner de renseignements précis à ce sujet. Je rappelle seulement qu'un comité spécial des Nations Unies concernant le maintien de la paix a été créé en 1965. Pendant des années, le Canada et d'autres pays ont essayé d'amener l'ONU à s'attaquer méthodiquement aux problèmes de commandement, de contrôle, de planification, de communications etc. Il n'y a pas de mécanisme à l'ONU qui permette de confronter ces problèmes. Chaque nouvelle opération de l'ONU est unique; le risque de chaos est donc toujours présent. Ce qui sauve les Canadiens, comme le professeur Granatstein l'a dit, ce sont leurs compétences en matière de maintien de la paix et de planification, surtout aux étapes initiales si vitales des opérations.